



Poème:

Les martyrs de l'intifada
Fadwa Tuqan

Ils ont tracé la route vers la vie l'ont pavée
de corail et de forces jeunes

Ils ont levé leurs cœurs comme des pierres
de braise, des brûlots dans leurs mains et
lapidé la bête du chemin.

Ils ont crié :

c'est le temps de se battre, lève-toi!

Leur voix a retenti aux oreilles du monde,
son écho a retenti aux oreilles du monde,
son écho s'est déployé jusqu'aux confins
du monde.

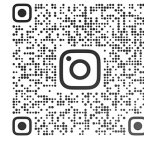
C'est le temps de se battre , ils se sont
battu, et ils sont morts debout astres
scintillants embrassant la vie sur la
bouche.

Regarde-les au loin enlacer la mort pour
exister encore ...
S'élever jusqu'au plus haut devant les yeux
de l'univers, monter, à leur sang encordé
monter monter monter ...

La mort traîtresse ne prendra pas leurs
cœurs car la résurrection, l'aube nouvelle,
comme des songes les accompagne sur le
sentier du sacrifice.

Regarde-les, faucons, dans leur Intifada,
ils attachent le sol, la sainte patrie au ciel.

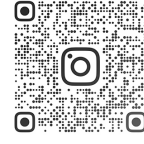
**Où nous
retrouver?**



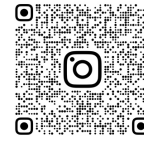
LIBÉRONS GEORGES IBRAHIM_38



UN(E) SPOU(R)LE PALESTINE



GRENOBLE_PALESTINE_



URGENCEPALESTINEGRENOBLE

**L'agenda Palestinien
made in GrenobLe :**

• 24 mai: Projection de "Fedayin, le
combat de Georges Abdallah"
au 102 rue d'Alembert: 19H ouverture
des portes, repas falafels et 20h
projection. Prix libre

• 25 Mai: Manifestation à 14h30
Place Félix Poulat

• 21 juin: Fête de la musique Palestine!
Plus d'info à venir ;)

**Jumelage de Grenoble avec
Rehovot : Demandons à Eric
Piolle de mettre un terme au
jumelage de la honte !**

Résumé de la pétition : A plusieurs reprises récemment, Eric Piolle a réaffirmé son soutien au jumelage entre Grenoble et Rehovot, ville faisant partie de l'état colonial d'Israël. Nous, résident.es et citoyen.nes de la ville de Grenoble, refusons d'être complices de ce génocide. Nous refusons le colonialisme et les crimes contre l'humanité qui en sont indissociables. Nous rappelons qu'il s'agit d' un opprimé et d'un oppresseur, d'un colonisé et d'un colonisateur. Nous demandons donc à Eric Piolle, aux élu.es de la ville de Grenoble et aux partis politiques de la majorité municipale de faire preuve de cohérence et de mettre un terme définitif à ce jumelage.

Stop au Jumelage Grenoble-Rehovot, signons la pétition :



**PALESTINE VIVRA
ET VAINGRA**

فلسطين ستنتصر

LES NEWS DU COMITE PALESTINE

Le Vietnam et l'Algérie ont vaincu, PALESTINE VAINGRA!

GLOBALIZE THE



INTIFADA

LEVANTAMIENTO

SOULÈVEMENT

Israël mène une guerre contre l'humanité du peuple palestinien :

Après sept mois d'une guerre génocidaire qui a déjà fait plus de 34 000 morts, dont 40% d'enfants, plus de 7000 disparus et 1,9 million de déplacés sur une population de 2,1 millions d'habitants, l'armée d'occupation israélienne a lancé son offensive terrestre sur la ville frontalière de Rafah où 1,5 million de Palestiniens de Gaza se sont réfugiés.

Avant même le lancement de cette offensive, le responsable des territoires palestiniens au Programme alimentaire mondial de l'ONU, Matthew Hollingworth, avertissait que la situation humanitaire à Rafah était dramatique : « il n'y a pas un autre endroit dans le monde où un aussi grand nombre de personnes font face à une famine imminente ».

La prise de contrôle des frontières entre Gaza et l'Égypte par l'armée coloniale réduit encore l'accès des Gazaouis à l'aide humanitaire pourtant vitale pour une population exsangue. Ainsi, dans ce contexte humanitaire déjà catastrophique, l'offensive coloniale sur Rafah se transformera nécessairement en massacre de masse.

La logique coloniale derrière l'attaque sur Rafah est celle que décrivait déjà l'intellectuel palestinien Edward W. Said : « l'idée [est] de frapper les Palestiniens de façon la plus cruelle, de leur rendre la vie intolérable, de les étouffer pour les amener à se dire qu'ils ne peuvent plus rester là ».

En France, nous faisons toute confiance au gouvernement d'Emmanuel Macron pour apporter un soutien inconditionnel aux autorités coloniales israéliennes dans leur volonté d'en finir avec les Palestiniens. Nous faisons particulièrement confiance au ministère de l'Intérieur pour réprimer toute expression de solidarité avec le peuple palestinien victime d'une colonisation infâme. Nous faisons également toute confiance à une justice aux ordres pour légitimer l'injustice de la répression de l'expression de la solidarité avec le peuple palestinien. [...]

Parce que les Palestiniens de Gaza ne sont pas des « animaux humains » comme l'a affirmé le ministre de la Défense israélien, Yoav Galant, nous appelons à participer et à multiplier les initiatives exprimant notre solidarité avec le peuple palestinien.

Source: Communiqué du Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires

Nakba continu - Génocide à Gaza

Les Palestiniens considèrent la Nakba comme un acte de violence permanent qui se manifeste à travers:

Le déni israélien des événements documentés de la Nakba.

Le déni du droit au retour des Palestiniens.

La déshumanisation constante des Palestiniens en Israël, en Cisjordanie et à Gaza, qui s'apparente à un crime d'apartheid selon les rapports de Human Rights Watch (2021) et d'Amnesty International (2022).

Plus de 4 000 Palestiniens dans les prisons israéliennes, dont plus de 1 000 en détention administrative (emprisonnés indéfiniment sans inculpation) et au moins 880 mineurs. Le blocus de la bande de Gaza depuis 2005, qui est considérée comme une « prison à ciel ouvert ».

Le renforcement de l'occupation en Cisjordanie et la construction du mur de l'apartheid.

GENOCIDE EN COURS DANS LA BANDE DE GAZA DEPUIS LE 7 OCTOBRE

35,000+ Palestiniens ont été tués, dont 14,500+ enfants

78,500+ Palestiniens blessés, dont 11,000+ besoin d'un traitement vital

17,000+ enfants ont perdu un ou deux parents

2,000,000+ de personnes déplacées à l'intérieur de la bande de Gaza

290,000+ logements rendus inhabitables, dont 70,000+ complètement détruits

Destruction de centres de santé, d'écoles, de sites archéologiques, de mosquées et d'églises, etc.

Urgence Palestine

La retransmission de la propagande de l'État d'Israël s'est faite en mettant au centre les « droits » d'Israël sans évoquer ceux des Palestiniens (notamment leur droit à se défendre d'une occupation militaire), en passant sous silence le déséquilibre abyssale des forces entre un État et son armée régulière approvisionnée et soutenue par les autres puissances occidentales d'une part et un groupe politique et sa branche armée d'autre part, en créant une équivalence entre « antisionisme » et « antisémitisme », en mettant en scène un affrontement entre « démocratie » et « terrorisme », entre « civilisation » et « barbarie », ou encore en faisant le tri entre les victimes dignes de compassion et les autres, qui mériteraient leur sort,...

Source : MédiaCratiques n°49 : Israël-Palestine, le naufrage du débat public (Acrimed, février 2024) ; Voir aussi Émission Blast/Acrimed du 31/03/2024 (vidéo disponible sur le site de Blast ou d'Acrimed)

ARRÊTEZ LE GÉNOCIDE À GAZA ET L'OCCUPATION ISRAËLIENNE PERMANENTE DE LA PALESTINE

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ?

01

PLACEZ CE POSTER À VOTRE FENÊTRE

SENSIBILISEZ L'OPINION PUBLIQUE ET MONTREZ VOTRE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN !



RENSEIGNEZ-VOUS

IL Y A 75 ANS, LES PALESTINIENS ONT DÛ FUIR LEURS MAISONS LORS DE LA NAKBA OU "CATASTROPHE". DEPUIS DES DÉCENNIES, LA PALESTINE VIT SOUS UNE OCCUPATION MILITAIRE BRUTALE ET UN SYSTÈME D'APARTHEID. ISRAËL S'EMPARÉ DES TERRES, CONSTRUIT ILLEGALEMENT DES COLONIES ET DES MURS DE SÉPARATION, OCCUPANT ENCEintes MILITAIRES ET CANTONNEMENTS MILITAIRES. LE DÉNI DU DROIT AU RETOUR, LA DÉSHUMANISATION ET LE BLOCUS DEPUIS 2005 SONT DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ. LIÉES EN LIÈNE (OU À LA BIBLIOTHÈQUE) ET DÉCOUVREZ L'HISTOIRE DES LUTTES PALESTINIENNES !



QUELQUES CONSEILS DE LECTURE : THE HUNDRED YEARS' WAR ON PALESTINE - RACHID KHALIDI
ON PALESTINE - NOAM CHOMSKY & ILAN PAPPÉ : THE ETHNIC CLEANSING OF PALESTINE - ILAN PAPPÉ
PALESTINA - LUCAS CATHERINE (NEERLANDAIS) : FREEDOM IS A CONSTANT STRUGGLE - ANGELA DAVIS

03

SUIVEZ LES ÉVÉNEMENTS EN PALESTINE

IL EST TRÈS IMPORTANT D'ÉCOUTER LES VOIX DE/POUR LA PALESTINE. QUELQUES COMPTES IG À SUIVRE :



LIVE DE GAZA : @MOTAZ_AZAIZA, @BYPLESTIA, @AHMEDHJAZEE, @ABORJELAA, @SALMA_SHURRAB, @JOEGAZA93, @WIZARD_BISAN, ...
PLATE-FORMES : @EVE_ON_PALESTINE, @CRAVINGPALESTINE, @THEIMEU, @NONDOWEIS, @SBEHJPG, @LEFTSTALKINGPALESTINE, @PALESTINA_SOLIDARITEIT, @PLANT_ENOULIFBOOM
ANALYSE : @MOHAMMEDKURD, @GAZANIGRL, @ANAT-INTERNATIONAL, @ADNAN_BAKO, @JENAMATARI

04

PARLEZ-EN

CONTINUEZ À PARLER, À PARTAGER, À POSTER, À SIGNER DES PETITIONS ! IL FAUT ROMPRE LE SILENCE, FAIRE ENTENDRE SA VOIX EST IMPORTANT !



05

BOYCOTTEZ ENTREPRISES & PRODUITS ISRAËLIENS

ARRÊTEZ D'ACHETER DES PRODUITS ISRAËLIENS OU DES PRODUITS D'ENTREPRISES QUI SOUTIENNENT LE RÉGIME ISRAËLIEN. LE SITE WEB DU MOUVEMENT BDS VOUS PERMET DE SAVOIR LESQUELLES !
HTTPS://BDSMOVEMENT.NET/
UTILISEZ PLUTÔT VOTRE ARGENT POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES/ACHETER DES PRODUITS PALESTINIENS !



06

PARTICIPEZ AUX MANIFESTATIONS

DES MANIFESTATIONS SONT ORGANISÉES DANS LE MONDE ENTIER. DÉCOUVREZ CELLES QUI ONT LIEU DANS VOTRE VILLE ET FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX !



07

FAITES UN DON

FAITES UN DON À DES INITIATIVES QUI FINANCENT DES ACTIONS LOCALES SUR LE TERRAIN : PALESTINE FUND PAR PLANTENOULIFBOOM.NL/FUND ET AWDA PAR VIVASALUD.COLEKT.COM, BAIFULMAAL, PALESTINE CHILDRENS RELIEF FUND, ...



POUR PLUS D'INFORMATIONS ET DES ACTIONS CONCRÈTES:

SUIVEZ NOUS SUR INSTAGRAM: @livers_for_palestine
linktr.ee/liversforpalestine

Les médias français et la situation à Gaza et en Palestine depuis le 7 octobre 2023

Observatoire des médias né du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, Acrimed cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante.

Focus sur le traitement de la Palestine dans les médias depuis le 7 octobre:

L'absence de traitement médiatique et la déshistoricisation du conflit

Les directions médiatiques ont largement participé à faire oublier les étapes qui ont conduit au 7 octobre et ainsi à sortir le soulèvement des Palestiniens de son contexte historique de colonisation et d'apartheid. Le désintérêt des grands médias s'est concrétisé par une désertion matérielle et informationnelle volontaire de la région avant le 7 octobre. A titre d'exemple, le JT de 20h de France 2 a consacré 10 sujets en 9 mois au conflit entre le 1er janvier 2023 et 1er octobre 2023 avec au total 33 secondes de temps de parole accordé aux Palestiniens. Un seul sujet en 9 mois a fait état des exactions des colons pourtant en hausse spectaculaire dans les territoires palestiniens occupés. Nul part ne fut mentionné le bilan particulièrement meurtrier des 9 premiers mois de l'année 2023.

France 2 n'est évidemment pas le seul média concerné. Les alertes des Palestiniens, des ONG internationales, ou de structures de l'ONU sur la dégradation continue des conditions de vie à Gaza en raison du blocus israélien mais aussi les attaques, meurtres et emprisonnements de Palestiniens en Cisjordanie (elle-même systématiquement détachée de son lien avec Gaza) qui se sont multipliées à cette époque, n'ont eu d'écho dans aucun des plus grands médias français.

La sous-médiatisation et la « mal-médiatisation » de l'actualité de cette région du monde a notamment imposé l'idée du 7 octobre comme un événement sans cause et sans explication et comme le début d'une guerre initiée par le Hamas. Se faisant, les médias dominants se sont tous alignés pour qualifier de « riposte » l'opération militaire israélienne et lui conféré ainsi une certaine légitimité.

Retransmission de la propagande de l'armée israélienne

La plupart des grands médias se sont alignés sur le discours d'extrême droite des portes-parole de l'armée et du gouvernement israéliens, tout comme les États occidentaux de manière générale, en répétant à l'envie le mantra du « droit d'Israël à se défendre ». La logique d'une « guerre juste » menée par l'armée israélienne a été massivement reprise dans les médias français, parfois sous couvert d'analyses de stratégies militaires.

C'est particulièrement le cas de BFM-TV - qui traite les événements en étroite collaboration avec i24News, basée en Israël et connue pour son positionnement pro-gouvernement. A de nombreuses reprises, des représentants de l'armée israélienne ont été interrogés par la chaîne d'information en continu sans qu'aucune distanciation ne soit amenée de la part des journalistes. [...]

Par contraste, toute personne venant critiquer l'action d'Israël se voit au choix opposé un discours pro-sioniste ou est suspecté d'une « sensibilité » pro-Palestinienne, fait suffisant pour délégitimer ses propos. [...]

Les voix Palestiniennes sont quasi-inexistantes et à l'instar de l'armée israélienne, les grands médias participent à leur déshumanisation en les réduisant tour à tour à des « terroristes » puis à des « dommages collatéraux » ou en les invisibilisant complètement... Le cadrage médiatique autour du mantra du « droit d'Israël à se défendre » rend également impossible de parler des attaques du 7 octobre comme d'une riposte. Encore aujourd'hui, l'évoquer ainsi mène quasi-systématiquement à une accusation d'apologie du terrorisme.

Deux poids, deux mesures.

Des mouvements étudiant.es en solidarité avec la Palestine partout dans le monde:

Belgique : Après dix jours de manifestations des étudiant(e)s, l'université belge de Gand a décidé de rompre ses liens avec 3 centres de recherche israéliens qui coopèrent avec l'armée israélienne dans la production d'armes.

Chili : Les étudiants de l'Université Centrale du Chili ont monté un campement dans leur établissement, en soutien au peuple palestinien et pour dénoncer le génocide à Gaza

Allemagne : Des milliers de personnes ont manifesté à Hambourg, en Allemagne

Pays-Bas : Des centaines de manifestants se sont rassemblés à la gare centrale de Copenhague, en soutien à la Palestine.

Californie/États-Unis : les étudiants de l'Université de Californie ont monté des barrières pour se protéger des attaques de la police alors qu'ils manifestaient en soutien à la Palestine et en rejet du génocide israélien à Gaza.

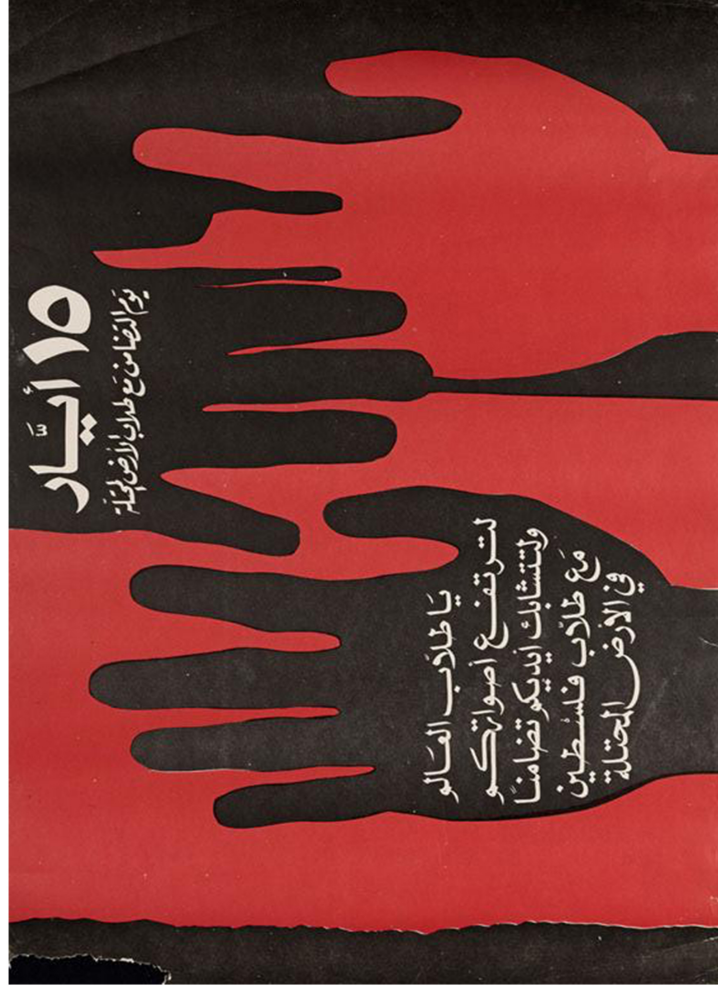
Les diplômés de l'Université de Californie ont traversé la scène avec un kuffiyeh, en soutien au peuple palestinien

New York/États-Unis : Des étudiants ont brandi le drapeau palestinien lors de la cérémonie de remise des diplômes aux étudiants en droit, de l'Université de New York.

A Grenoble le collectif UGA pour Gaza se mobilise sur le campus et a lancé cette pétition:



Assemblée de la jeunesse après la manifestation!
Plus d'info sur: @uga_pourgaza



GLOBAL INTIFADA

فلسطين حرة



@IDINELLI
@FLYERS_FOR_PALASTIN

7-5
1954



LE VIETNAM A VAINCU
PALESTINE VAINCRA

« De nos banlieues à la Palestine, justice globale et totale » Communiqué du Front Uni des Immigrés et des Quartiers Populaires :

Ils auraient voulu nous faire taire avec leurs bottes de l'oppression écrasant nos poitrines, nos cœurs, nos solidarités et notre soutien au peuple palestinien. Comme lors des révoltes contre les crimes policiers, ici. Nous avons répondu présent de jour en jour malgré les interdictions; malgré leur répression.

De Paris à Gaza résistance, résistance!
La résistance est la voix de l'existence !

Si nous sommes ici tous ensemble c'est parce que nos quartiers populaires qu'ils veulent faire taire avec leurs violences policières et coloniales, ont une histoire et une mémoire. La mémoire notamment de la défense et la résistance des peuples opprimés par le colonialisme, par l'impérialisme, par le racisme et par l'islamophobie.

Cette mémoire des solidarités anti-colonialistes et antiracistes va de l'Étoile Nord-Africaine dans les 1920-1930 au Front Uni des Immigrés et des Quartiers Populaires aujourd'hui en passant par le Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA) dans les années 1970.

Si nous marchons debout la tête haute, le poing levé de Paris à Gaza, dans nos quartiers populaires, c'est pour dire et ne pas taire une vérité historique :

Occuper est un crime, résister est un droit!

Car aujourd'hui certains voudraient voir le peuple palestinien uniquement comme un objet de l'histoire victime passive de la violence coloniale. Ils lui refusent le droit d'être un sujet de l'histoire résistant à l'oppression coloniale qu'il subit. La résistance à l'oppression est un droit inhérent de l'Homme ; Il est même constitutif de l'humanité du colonisé que le colonisateur veut déshumaniser.

C'est pourquoi le colonisé qui se révolte a raison !
Qui sème la hagra récolte l'intifada !

De nos banlieues à la Palestine, justice globale et totale !
Justice pour Nahel, pour tous nos frères, pour nos enfants !
Justice pour nos frères et sœurs en Palestine !

Pas de justice, pas de paix.



Mémoire des luttes : Kanaky, Vietnam, Algérie même combat: la libération!

5 mai 1988: 19 kanaks assassinés, on n'oublie pas!

170 ans que la Nouvelle-Calédonie vit sous tutelle de la France et 30 ans que les Kanaks commémore le massacre des grottes d'Ouvéa le 5 mai 1988. Il y a 30 ans, des gendarmes sont pris en otage dans une grotte sur l'île d'Ouvéa, en Kanaky- que les colonialistes appelle "Nouvelle-Calédonie". Le 5 mai 1988, l'ordre d'un assaut est donné. L'opération "Victor" ensanglantante l'île : dix-neuf militants indépendantistes sont tués.

Emmanuel Macron oublie bien commodément que les Kanak, peuple autochtone de l'archipel, se sont exprimés lors de trois consultations (de 2018 à 2021) ,à une écrasante majorité pour la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie. Y compris par un boycott massif lors du dernier des trois votes, organisé par l'Etat français en plein « deuil kanak » alors que le territoire venait de connaître sa première vague de Covid-19, une pandémie particulièrement meurtrière au sein des populations océaniques.

En réalité, cela fait quarante ans au moins que le peuple Kanak ne cesse de proclamer sa volonté unanime d'émancipation, que ce soit en mettant (ou pas) un bulletin dans l'urne ou en luttant avec acharnement lorsque c'est nécessaire.

Au cœur des « Événements » tragiques de la décennie 1980, Jean-Marie Tjibaou, figure incontournable de la lutte d'indépendance, lançait cette phrase restée dans les mémoires : « Les Kanak sont là, ils seront toujours là et ils vous emmèderont jusqu'à l'indépendance ! » Et il ajoutait : « Il n'y aura pas de solution pour ce pays tant que la revendication kanak n'est pas prise en compte. »

Si les Kanak subissent encore aujourd'hui la tutelle française, c'est qu'ils ont été mis en minorité sur leurs propres terres depuis le tournant des années 1970 – résultat de plusieurs vagues de peuplement, soutenues par un Etat français soucieux de pérenniser sa présence dans le Pacifique Sud. En 2019, date du dernier recensement, les Kanak ne représentaient que 41,2 % de la population du territoire, soit un peu plus de 110 000 personnes.

Selon le droit international, ce sont pourtant bien eux, et eux seuls, qui bénéficient en tant que peuple colonisé du droit à l'autodétermination. S'ils ont accepté de partager ce droit avec les autres communautés de l'archipel, c'est pour inviter celles-ci à construire un avenir commun et pacifié pour la future Kanaky. Une majorité de ces communautés (dont nombre d'Européens), largement appuyée par l'Etat français, a utilisé cette offre intelligente et généreuse pour nier et contraindre la légitime aspiration des Kanak à l'indépendance de leur pays.

Les députés français ont acté d'une loi constitutionnelle permettant aux résidents de plus de 10 ans de pouvoir voter et ce, dans l'unique but de contrebalancer les revendications kanaks. C'est une véritable attaque contre les droits kanaks à revendiqué leur indépendance et la fin du colonialisme. De plus une étape a été franchie avec la mort d'au moins quatre personnes lors des révoltes et des émeutes à Nouméa. Le gouvernement tente de s'affranchir de sa responsabilité et s'enforce dans une réponse sécuritaire. A nouveau, l'emprise coloniale ressurgit et endeuille le pays.

Force à la Kanaky qui essuie une violente répression suites aux révoltes contre l'offensive raciste et colonialiste du gouvernement français.

Sources:
Youtube: FUJOP cours n°12 : la Kanaky
Le blog de Saïd Bouamama: "L'œuvre négative du colonialisme français en Kanaky : Une tentative de génocide par substitution".
Article de Survie: "En Kanaky-Nouvelle-Calédonie, 170 ans de colonisation"

Le 7 mai 1954: Le Vietnam à vaincu, Palestine vaincra!

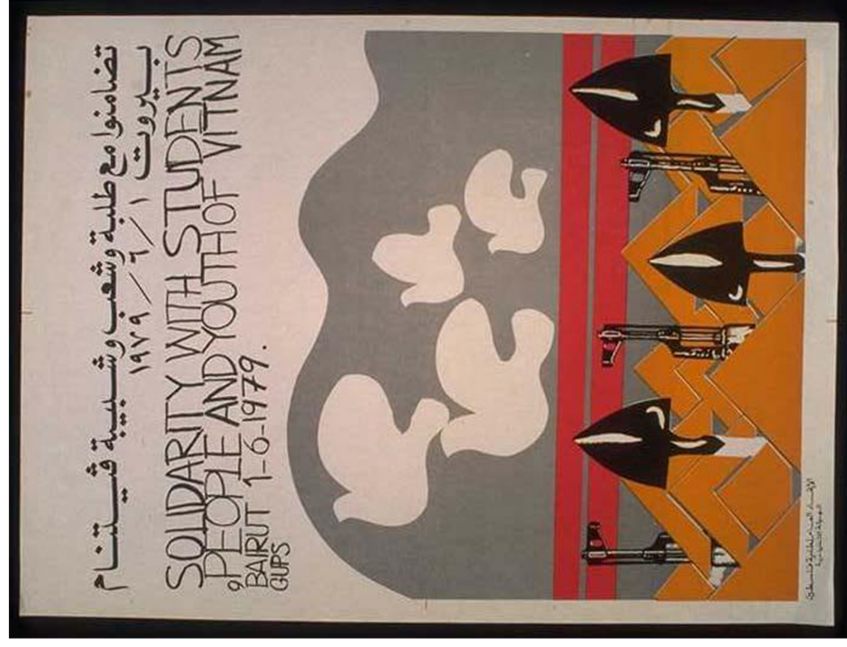
Aujourd'hui nous célébrons les 70 ans de la victoire héroïque du peuple vietnamien à Diên Bien Phu, face à l'empire colonial français. Pendant plus de 7 ans, le Viet Minh a combattu l'armée coloniale française pour arracher la libération, et lui portera un coup fatal le 7 mai 1954 en s'emparant de la base de Dien Bien Phu. Cette victoire affaiblira grandement les empires colonialistes et permettra de renforcer les luttes d'autres peuples luttant pour leur indépendance, du Maroc au Cameroun, de l'Algérie à la Guinée Bissau. Alors que nous voyons un génocide se dérouler sous nos yeux, et que le cœur lourd de détresse, de fierté, de colère et de peine, nous observons la Résistance palestinienne combattre courageusement en Cisjordanie et à Gaza, cette date symbolique nous rappelle que le colonialisme et l'impérialisme peuvent être vaincu lorsque les peuples choisissent de confier leur destin à la lutte de libération nationale.

Solidarité avec le peuple palestinien et leurs alliés, e.s. de par tous les pays

A l'occasion du procès initié par Trần Tô Nga contre 14 multinationales de l'agro-chimie, pour avoir utilisé des produits chimiques durant la guerre au Vietnam. Ce collectif milite pour la justice et la compensation des victimes de l'agent orange et autres produits chimiques vendus par Monsanto notamment.

Un mot du collectif Vietnam Dioxine :
(à suivre sur @collectifvietnamdioxine)

"Le Collectif Vietnam Dioxine est solidaire de toutes les personnes actuellement criminalisées pour leur résistance face aux guerres coloniales menées par leurs pays dans leur alliance avec Israël dans le génocide qu'il perpétre à Gaza. Nous, descendant.e.s vietnamiens.nes et des pays colonisés d'Asie du Sud-Est, nous n'oublions pas la résistance qu'a menée nos ancêtres durant les guerres décoloniales ainsi que celle menée par leurs alliés.e.s.



Students - People - Youth Hosni Radwan
1979

À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse :

Sur les 53 journalistes palestiniens emprisonnés par l'armée coloniale, quatre journalistes palestiniennes sont détenues, parmi elles, la mère d'un bébé en période d'allaitement.

Les quatre prisonnières sont :

- Ikhlâs Sawalheh (détention administrative)
- Rula Hasneen
- Bushra Al-Taweel (détention administrative)
- Asma Harish (détention administrative)

Une cinquième journaliste, Sumaya Jawabreh, reste assignée à résidence et des conditions strictes lui sont imposées.

Les autorités coloniales utilisent la détention administrative comme un outil de contrôle et de surveillance sur le travail des journalistes palestiniens.

Depuis le 7 octobre, 23 journalistes palestiniens, ont été arrêtés puis placés en détention administrative.

Source : Palestinian Prisoners Society



Entretien avec Mounir Chafiq, intellectuel palestinien: "Le droit de résister à l'occupation et à l'agression"

« Le droit de résister à l'occupation étrangère et le droit de résister à l'agression militaire extérieure prennent leur source dans le droit à l'auto-défense tant au niveau du peuple que de la communauté et de l'individu. De même, ils prennent leur source dans le droit à l'égalité des peuples quant à la souveraineté sur leur pays et l'illégalité de l'agression extérieure armée contre cette souveraineté ainsi que l'illégalité de piétiner celle-ci en transformant cette agression en occupation permanente ou temporaire.

[...]

Il est important de souligner que l'adoption du droit international, avec le droit à la légitime défense et l'égalité entre les peuples, oblige à reconnaître le droit à la résistance dans toutes ses variétés.

Notamment, la résistance armée du peuple qui est exposé à une agression militaire extérieure ou qui vit sous l'occupation étrangère ; que cette occupation soit colonialiste ou néo-colonialiste, ou que ce soit une colonisation de peuplement, ou bien par des traités colonialistes qui lui ont été imposés par la force ou par une guerre d'occupation. Ce droit à la résistance armée, ou à la résistance sous toutes ses formes, a aussi été énoncé dans les accords et toutes les normes internationales, notamment dans la Charte des Nations Unies.

En d'autres termes, il est du droit du peuple opprimé ou de l'État agressé par un autre de résister à une agression militaire ou à une occupation résultant d'une agression militaire (l'occupation et le blocus représentent une agression militaire continue). Ce droit rejoint le principe de justice et les principes de la liberté et de la dignité visant à l'établissement d'un système mondial qui sorte vraiment du monde de la jungle ou du monde des requins des océans.

Ainsi est considérée la justice de cette cause qui a engendré la résistance armée et son soutien mondial. Elle est considérée comme une partie de la justice mondiale qui relève l'intérêt et le bien des peuples.

Entretien avec Mounir Chafiq, intellectuel palestinien, Janvier 2010. Traduit de l'arabe par Souad Khaldi

Mumia Abu-Jamal, prisonnier révolutionnaire

Nous partageons les mots du militant révolutionnaire, journaliste et écrivain Mumia Abu-Jamal qui s'est exprimé sur la Palestine, le jour de son 70e anniversaire depuis la prison SCI Mahanoy en Pennsylvanie. Enfermé et maltraité depuis 42 ans dans les prisons des EU, Mumia Abu-Jamal s'est toujours fait "la voix des sans voix" dénonçant les oppressions des États coloniaux de peuplement.

États coloniaux de peuplement. réactionnaires et impérialistes sur les Noirs, sur les Native, sur les prisonniers du monde entier et notamment celleux de Palestine. C'est un combat qu'il continue de mener alors même qu'il subit de nombreuses maltraitements médicaux de la part des EU.

Journaliste noir américain, Mumia

Abu-Jamal a été condamné à mort en 1982 à l'issue d'un procès raciste et expéditif, et dont l'iniquité est

internationalement reconnue (Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, Amnesty International, Parlement européen).

Accusé d'avoir tué un policier, il a toujours crié son innocence. Depuis 30 ans sa situation suscite une mobilisation sur tous les continents.

Par deux fois, en 1995 et en 1999, il fut l'objet d'une ordonnance d'exécution mais l'ampleur de la protestation empêcha l'irréparable. Après 30 ans passés dans l'enfer du couloir de la mort, en octobre 2011, la Cour Suprême des États-Unis rejetait enfin le recours de l'accusation qui demandait sa condamnation à mort définitive et irrévocable. Quelques semaines plus tard, en décembre 2011, le Procureur de Philadelphie mettait un terme à 30 ans d'acharnement judiciaire en renonçant à toute nouvelle procédure. De ce fait, la peine de mort était commuée en prison à vie.

« La peine de mort est écartée, c'est désormais le déni de justice qui doit être reconnu et Mumia libéré », a déclaré le prix Nobel de la paix Desmond Tutu. Une nouvelle campagne internationale exigeant la libération de Mumia est lancée par ses soutiens du monde entier.

FREE MUMIA JAMAL

Source : mumiaabujamal.com

Insultes et représailles contre des femmes palestiniennes détenues à la prison de Damon

Un avocat de la commission des affaires des prisonniers et ex prisonniers a pu visiter la prison de Damon et rencontrer un certain nombre de femmes qui y sont détenues. Elles lui ont raconté les violences quotidiennes qui leur sont imposées, les violations de leur vie privée et les tortures pratiquées à leur encontre.

La Commission a souligné que les femmes palestiniennes détenues dans les prisons coloniales vivent dans un état d'isolement. Les gardiens se vengent sur elles. Elles sont insultées au quotidien et séparées du monde extérieur, ils leur ont confisqué les télévisions, les radios et les journaux. L'administration pénitentiaire coloniale fait tout pour affecter leur santé mentale et briser leur moral.

Depuis le 7 octobre, tous les appareils électriques ont été confisqués,

une politique de famine est mise en place, les visites familiales sont interdites, on ne leur laisse qu'un minimum de vêtements, de couvertures, de produits de première nécessité et il y a un gros soucis d'accès aux protections périodiques. Il y a quelques mois des sources ont indiqué que l'eau qui était utilisée et bue par les prisonnières de Damon n'était pas potable et polluée...

La Commission a confirmé que l'administration pénitentiaire coloniale utilise la violence au quotidien contre les prisonnières : passages à tabac intenses, tortures, menottes et bandeau sur les yeux pendant l'interrogatoire, sur le chemin de la clinique, la visite de l'avocat et le transfert.

Elles sont soumises à des fouilles à nu, à des menaces de viol, à des arrachages de cheveux, plusieurs d'entre elles ont été entraînés au sol à plusieurs reprises, et pour les humilier les gardiens les filment dans des positions traumatisantes.

La situation des femmes détenues est préoccupante et inquiétante, et le mouvement des prisonniers appel les organisations féministes internationales et arabes à se mobiliser en solidarité avec les femmes palestiniennes, en particulier aux détenues, face à la violence coloniale qui se durcit de jour en jour.

Aujourd'hui au mois 81 femmes sont détenues dans la prison coloniale de Damon.

Source : Samidoun, Commission des affaires des prisonnières et ex prisonnières



L'autre 8 mai 1945

Il y a 75 ans, le 8 mai 1945, en Algérie, l'armée coloniale française commence un massacre qui durera plusieurs semaines dans les villes de Sétif, Guelma et Kherattâ. Ce massacre est déclenché suite à une manifestation pacifique pour rappeler à la France et à ses alliés les revendications d'autodétermination. Le drapeau algérien est brandi, l'armée tire et tue, c'est le début d'une révolte qui se terminera par le sang de 45 000 Martyrs. Ces martyrs endeuille le peuple algérien mais arrose aussi les graines d'une révolte qui donnera naissance à la révolution algérienne du 1er novembre 1954, car l'ensemble de la classe politique algérienne comprend à ce moment là. La France ne donnera jamais de droits aux algériens, c'est pourquoi il faudra les arracher par la révolution !

Profitant de la liesse collective pour célébrer la fin de la deuxième guerre mondiale, ils étaient descendus dans la rue pour crier "vive la victoire alliée", à laquelle de nombreux indigènes ont d'ailleurs contribué, mais aussi "vive l'Algérie indépendante". Les manifestations avaient été autorisées à une condition : aucun autre drapeau que celui de la France et des Alliés, et aucune bannière anti-impérialiste.

L'armée française & la police avaient pour ordre de ne laisser aucun espace, aucun boulevard, aucune voie, à ceux qu'on l'on appelait alors...les "séparatistes". Oui, oui : les "séparatistes", ceux qui voulaient se "séparer" de l'empire colonial français et osaient revendiquer la libération et l'indépendance de l'Algérie. Bouzid Saâd en était visiblement un. Parce qu'il a refusé de poser le drapeau algérien qu'il avait fièrement brandi ce jour-là à Sétif, le jeune militant de 22 ans a été tué par un policier, une balle dans la tête. C'est la première victime de ces terribles massacres. Jusqu'au bout, malgré les injonctions des policiers, malgré une première balle reçue dans l'épaule, il aura tenté de faire voler haut ce drapeau. La nouvelle se répand : "on a tiré sur le porteur de drapeau".

À Sétif, et au-delà. La colère gronde, l'insurrection gonfle. Mais elles vont toutes deux être violemment réprimées, écrasées dans un bain de sang. 45 000 morts. 45 000 martyrs. Et le début de la guerre d'indépendance qui s'achèvera en 1962.

Et comme souvent, à la violence de la répression, s'est ajoutée la violence de l'occultation de ce pan de l'Histoire. Il aura fallu la détermination et le travail de militants, d'historiens, d'associations, pour que progressivement se précisent les circonstances et l'entendue de ces massacres. 76 ans après, l'Algérie réclame encore "la reconnaissance officielle, définitive et globale" de ces crimes coloniaux.

Un seul héros : le peuple.
(Shame Assbague @s_assbague)

A voir sur Youtube filmé par René Vautier: "Kated Yacine sur le 8 mai 45"

15 mai commémoration de la "Nakba" (catastrophe en arabe)

Le terme arabe « Nakba » signifie « catastrophe » ou « désastre ». Il y a 76 ans l'officialisation de l'état d'Israël par l'ONU provoqua le départ forcé de plus de 750000 palestiniens et la destruction de plus de 450 villages.

Il y a 76 ans, le peuple palestinien était expulsé de sa propre terre. Le nettoyage ethnique de 1948 était prémédité depuis des décennies. Il avait commencé dès le vote par l'ONU du plan de partage de la Palestine (29 novembre 1947).

Pendant la Nakba, de nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité ont été commis, aussi bien par les milices d'extrême droite que par la Haganah (la future armée israélienne). Parmi ces crimes, les massacres de Deir Yassin et Tantura. Des villes ont été vidées de leur population, des villages ont été détruits, leurs traces ont été effacées. Environ 800 000 Palestiniens ont dû fuir pour sauver leurs vies. Le peuple palestinien est devenu en grande partie un peuple de réfugiés. Il n'y a plus de débat historique. La Nakba a été la conséquence d'une conquête coloniale impulsée par une idéologie (le sionisme) prônant d'entrée le « remplacement » du peuple autochtone en niant sa dignité, ses droits et même son existence.

Ainsi que la résolution 194 de l'ONU (11 décembre 1948) exigeait le retour des réfugiés palestiniens dans leurs maisons, le nouvel État d'Israël a interdit ce retour, a confisqué ou détruit les maisons et a volé la terre. Tout a été entrepris pour faire disparaître les traces des Palestiniens.

Le peuple palestinien a été fragmenté, mais il résiste. En ce 76ème anniversaire de la Nakba, réaffirons notre solidarité avec la Palestine. Ce qui se joue là-bas, c'est aussi notre avenir : voulons-nous un monde de racisme, de colonialisme, de violence et de haine ? Ou un monde de solidarité et d'égalité ?

Livre: "La Nakba ne sera jamais légitime" de Pierre Stamboul, militant anti-sioniste de L'Union Juive Française pour la Paix
Site: ufj.org

Dates clés de la Nakba

1947, 29 novembre Résolution n°181 des Nations unies partitionnant la Palestine et accordant 56 % de la Palestine à la création d'un État juif. Les sionistes commencent à expulser les Palestiniens de souche. Près de 75 000 d'entre eux sont expulsés au cours du mois suivant.

1948, 18 février La guerre éclate entre les sionistes et les Arabes.

1948, 10 mars Plan Dalet (plan sioniste de nettoyage de la Palestine) : destruction des villages et expulsion des populations palestiniennes autochtones en dehors des frontières de l'État.

1948, 19-20 mars Les dirigeants arabes acceptent la trêve proposée par le Conseil de sécurité de l'ONU, les sionistes la rejettent.

1948, 14 mai Israël déclare son indépendance.

1948, juillet - 1949, février Attaques sionistes intenses contre les villes et les villages palestiniens.

1949, juillet Armistice israélo-arabe laissant à Israël 78 % des terres palestiniennes.

Conséquences documentées de la Nakba (estimations minimales):

750,000 Palestiniens expulsés de leurs foyers (au moins 70 % des Palestiniens)

418 villes et villages palestiniens détruits (chaque point sur la carte)

30+ massacres de Palestiniens perpétrés par les milices et l'armée sionistes

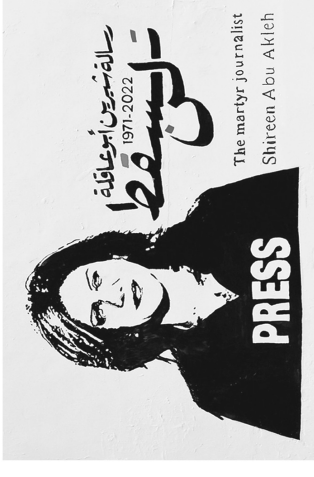
85% des Palestiniens vivant dans les régions qui sont devenues l'État d'Israël sont devenus des réfugiés

78% des terres palestiniennes ont été volées par Israël

Source: *Urgence Palestine*

Shireen Abu Akleh, née le 3 avril 1971 à Jérusalem et tuée par des tirs provenant de l'armée israélienne le 11 mai 2022 à Jénine, est une journaliste palestino-américaine.

Elle est reporter pour la chaîne d'information Al Jazeera depuis 25 ans et est alors l'un des noms les plus importants du journalisme au Moyen-Orient, lorsqu'elle est tuée sur le terrain d'une balle dans la tête, par un tir de l'armée israélienne. L'intentionnalité du tir, qui pourrait être un assassinat ciblé, est débattue et une enquête du département de la Justice des États-Unis est lancée en 2022.



Actualité des luttes des prisonnières :

Lundi 22 avril, les autorités d'occupation ont libéré un groupe de prisonniers administratifs de la prison d'Ofra, au sud-ouest de la ville de Ramallah, au centre de la Cisjordanie occupée.

Parmi les prisonniers libérés figuraient le coordinateur du mouvement démocratique, Omar Assaf, l'universitaire Imad Al-Barghouti et Yasser Al-Zamata, ainsi que des militants et des étudiants universitaires.

Les prisonniers libérés ont montré une diminution significative de leur poids, certains prisonniers ayant perdu près de la moitié de leur poids. Le Club des Prisonniers a déclaré après la libération du groupe d'administrateurs que la forte diminution du poids des prisonniers était le résultat de la politique de famine, de mesures de représailles et d'opérations de torture depuis le début de l'agression le 7 octobre.

Source : *Centre Palestinien d'Info* : french.painfo.com

Entretien d'Al-Hadaf avec le prisonnier libéré Omar Assaf

(Al-Hadaf est un journal palestinien créé par Ghassan Kanatani militant du Front Populaire de Libération de la Palestine, en 1969 à Beyrouth)

"J'ai été arrêté il y a 46 ans, il y a 40 ans, il y a 36 ans et il y a 30 ans, et j'ai également été arrêté entre ces années là, mais pour moi, cette dernière expérience est fondamentalement différente des précédentes, et mes mots sont lourds de sens". Après avoir été libéré de prison, avec de nombreux amis qui avaient déjà été arrêtés nous avons constaté que le visage de cette phase d'arrestation était très différent et qu'avant les conditions de vie des prisonniers n'étaient pas les mêmes que celles d'aujourd'hui. Je parle donc de faits nouveaux imposés par l'armée d'occupation ; je ne parle pas ici de cas individuels, ni d'héroïsme inventé, mais de dix mille prisonniers souffrant des mêmes conditions. Je parle surtout des prisonniers de Gaza, car les tortures et les abus qui leur sont infligés sont plus graves ; ils subissent vraiment une tragédie, et souffrent de la famine et de la torture".

"Les prisonniers ne sont pas traités comme des prisonniers de guerre, mais comme des otages, privés de tous les droits garantis par les lois et les normes internationales. Une fois qu'un prisonnier arrive à la prison, il est soumis à des abus quotidiens, et je souligne quotidiens, en effet à chaque instant et à chaque seconde, différentes unités pénitentiaires entrent dans les cellules, comme l'unité Metzada, et ces unités agressent brutalement les prisonniers, alors que la situation à l'intérieur des prisons ne justifie pas ce genre d'agressions. Chaque prisonnier se rend compte que les violences peuvent survenir à tout moment".

"La situation sanitaire de nombreux prisonniers est critique et très dangereuse : lorsque quelqu'un est arrêté, il est privé de tout traitement, et c'est ce qui m'est arrivé, j'ai perdu mes cheveux en raison de l'absence de traitement dans la prison. Il est vrai que je suis l'un des prisonniers qui a le moins souffert de cette politique de négligence médicale à l'intérieur de la prison".

"Les quantités de nourriture fournies par l'administration pénitentiaire sont très faibles et ne suffisent pas à maintenir l'organisme en bonne santé. Cette nourriture est juste suffisante pour empêcher le prisonnier de mourir, mais en termes de qualité, elle est mauvaise et impropre à la consommation, c'est une véritable tragédie."

"Il n'y a pas d'autre choix pour le peuple palestinien que de rester ferme, d'être patient et de continuer sur le chemin des combattants. Tel est mon premier message. Quant au second message, la communauté internationale, les institutions de défense des droits de l'homme et l'institution palestinienne officielle doivent assumer leurs responsabilités face à ce qui arrive au peuple Palestinien."